

Parmi les thèmes traités le plus profondément dans le deuxième chapitre de l'œuvre monumentale de Max Weber, *Economie et société*, chapitre intitulé *Les catégories sociologiques fondamentales de l'économie*, se trouve la monnaie. Pour le sociologue qu'est Weber, la monnaie devient monnaie en vertu d'un « ordre de groupement » [1] ou « régime monétaire » [2], qui selon la *Théorie étatique de la monnaie* [3] ne peut être que monopolisé par un Etat dans les conditions qui sont celles de la modernité. La monnaie est une institution politico-économique instaurée et imposée dans le cadre d'une organisation de pouvoir – autre terme central chez Weber – qui, comme toutes les institutions, privilégie certains intérêts au détriment d'autres. C'est ce qui le transforme en objet de « luttes » sociales et – en tant qu'institution économique – en ressource, au sein de ce que Weber nomme une « lutte de marché ». D'après Weber, « la 'monnaie' n'est pas un simple 'mandat donnant droit à des utilités indéterminées', qu'on pourrait transformer à sa guise sans éliminer le caractère propre des prix marqués par la lutte de l'homme contre l'homme, mais elle est avant tout une arme de combat et une récompense ; elle n'est 'moyen de calcul' que sous la forme d'une évaluation quantitative des chances, résultant de l'affrontement des intérêts » [4].

Pour Weber, la notion socio-politique de monnaie se distingue fondamentalement de la théorie de la monnaie propre à la tradition libérale de la science économique [5]. Leurs textes fondateurs sont les chapitres IV et V de la *Richesse des nations* d'Adam Smith [6], où l'auteur présente le développement de la monnaie comme formation d'un moyen d'échange utilisé de plus en plus largement en vue d'un élargissement illimité des relations commerciales dans des sociétés avancées, c'est-à-dire organisées par la division du travail. La monnaie sert à transformer l'échange direct en échange indirect, à travers l'intervention d'une marchandise intermédiaire universellement disponible, facilement transportable et infiniment divisible et conservable (ce que Marx nomme la reproduction simple : M-A-M [7]). Pour Smith, les régimes monétaires se développent par en bas, via le désir des participants au marché d'élargir et de faciliter leurs relations commerciales ; ces régimes se distinguent en fonction de leurs coûts de transaction et deviennent de plus en plus efficaces en les abaissant toujours plus. Aux yeux de Smith, la monnaie est un symbole neutre de la valeur des objets à échanger, qu'il s'agit de figurer de la manière la plus pratique possible, même si elle a par elle-même une valeur objective qui, théoriquement, résulte de ses coûts de production. Dans cette analyse, l'Etat n'est pris en compte que dans la mesure où les agents du marché, cherchant à augmenter l'efficacité de la monnaie, lui demandent de la reconnaître officiellement afin de créer de la confiance. A la différence de Weber, pour qui les régimes monétaires peuvent aussi être distingués selon leur affinité avec les différents intérêts dans le cadre d'un conflit de distribution, Smith pense que la monnaie sert uniquement l'intérêt général, qui consiste à assurer le fonctionnement sans difficulté d'une économie basée sur l'échange, à la plus grande échelle possible.

Étonnamment, la tradition sociologique n'a pas suivi Weber mais Smith. La disparition de l'historicisme de la pensée économique et l'abandon de l'économie comme objet de recherche par le structuro-fonctionnalisme à une science économique [8] de plus en plus néo-classique ont permis à la sociologie, à des décennies de distance de l'après-guerre, de se passer d'une théorie propre de la monnaie et, pour préserver la paix académique, de considérer la monnaie dans le sens smithien d'un moyen de communication neutre du point de vue des intérêts plutôt que comme une institution sociale traversée par des rapports de pouvoir – comme numéraire et non comme rapport social [9]. Ainsi, s'est brisé dans la sociologie et dans la théorie économique le souvenir des polémiques vigoureuses de l'entre-deux-guerres sur la nature de la monnaie et sur les conséquences politiques des régimes monétaires. Pourtant ces polémiques se situent au centre de la théorie

keynésienne – il suffit de regarder les discussions autour des implications sociales et politiques de l'étalon-or [10] ou du modèle de *Vollgeld* d'Irving Fisher [11], que Keynes a fait progresser. Dans ce contexte, le livre *Economy and Society* de Parsons et Smelser avec son sous-titre *A study in the integration of economic and social theory* [12], dans lequel la monnaie apparaît comme représentation du pouvoir d'achat défini comme la capacité de contrôler l'échange de biens, a acquis une signification paradigmatique. Selon les auteurs, la monnaie n'a pas seulement une fonction sociale spécifique mais il confère du prestige et sert ainsi d'intermédiaire entre des symbolisations particulières et générales [13]. Du point de vue historique, la monnaie se développe chez Parsons et Smelser comme chez Smith dans le contexte de l'élargissement de la division du travail qui requiert une représentation abstraite de la valeur économique, pour que l'échange élargi soit possible [14]. En combinaison avec les instruments de crédit et les billets à ordre, la monnaie apparaît ainsi comme un « objet culturel », qui matérialise « des droits ou revendications sur des objets de valeur économique » [15].

Dans l'entre-deux-guerre, qui a été déclaré période d'exception pour des raisons obscures, mais aussi au cours d'autres moments de l'histoire des Etats-Unis, Parsons et la sociologie américaine auraient pu trouver de nombreux documents attestant que la monnaie est beaucoup plus que cela. Toutefois, ces découvertes ont dû attendre le renouveau de l'économie politique historico-institutionnaliste dans les années 1990, sous la forme de la « nouvelle sociologie économique », et sa réhabilitation de la perspective wébérienne de la monnaie en tant qu' « outil et prix de lutte » dans la « lutte du marché ». Une enquête de Carruthers et Babb, publiée en 1996 sur les conflits de politique intérieure concernant le nouveau régime monétaire aux Etats-Unis après la guerre civile, constitue une contribution particulièrement importante [16]. Les auteurs concluent que les régimes monétaires – comme les institutions en général – ne sont pas seulement des outils d'une « coordination au service collectif » et ne peuvent pas être analysés en fonction de leur capacité à proposer une représentation intersubjectivement communicable de valeurs et de revendication de valeurs. Les auteurs ont également adopté la perspective politique du politologue Jack Knight : les régimes monétaires sont le résultat de conflits entre des acteurs disposant d'intérêts différents, produisant des effets de distribution plus ou moins asymétriques, souvent plus importants dans la réalité sociale que du point de vue de leur seule efficacité [17].

Concrètement, Carruthers et Babb s'intéressent à une reconstruction des lignes de fracture économiques, politiques et idéologiques des conflits aux Etats-Unis au cours du dernier tiers du XIX^e siècle, à propos du régime monétaire futur du pays et à propos de la nature de la monnaie en général. Ces lignes de fracture traduisent assez précisément les conceptions smithiennes et wébériennes de la monnaie. La première – dans laquelle la fiabilité de la monnaie en tant que moyen de communication symbolique aux fins de coordination économique efficace et d'intégration sociale se trouve au premier plan – implique une préférence pour un retour à l'étalon-or et une théorie naturaliste de la valeur. La dernière présente la création nouvelle de monnaie en papier sur la base d'une théorie socio-constructiviste de la valeur de la monnaie remarquablement développée. Logiquement, les partisans de l'or soulignent l'intérêt général d'une symbolisation fiable, alors que les défenseurs de la monnaie en papier font référence aux différents effets de distribution des deux concepts de monnaie et aux intérêts matériels qu'ils servent respectivement. En effet, les idées concurrentes des partisans de l'or et du papier ont été fermement ancrées dans des types d'économie et de vie distincts : tandis que les défenseurs de l'étalon-or faisaient partie du milieu de « l'ancienne monnaie », situé sur la côte Est, dont l'intérêt était avant tout basé sur la stabilité, la tendance de la monnaie de papier avait son siège au Sud et à

l'Ouest, et misait sur une dévalorisation continue de dettes accumulées, ou bien sur une croissance économique rapide à travers le libre accès à des crédits quasi-illimités. D'après Carruthers et Babb c'est de cette manière que se sont mélangés des intérêts concurrents concernant les différentes voies de croissance pour l'économie capitaliste en voie d'émergence des Etats-Unis : avec les prétentions conflictuelles au pouvoir d'une bourgeoisie urbaine située principalement à New York d'une part, et des paysans endettés dans le reste du pays d'autre part.

Bien entendu, la sociologie théorique allemande qui arrive à maturité dans les années 1980 n'a pas dérivé son concept de monnaie de Weber mais de Parsons et à travers lui de la tradition économique basée sur Smith. Cela ne concerne pas seulement Luhmann mais aussi Habermas, même si ou peut-être justement parce que celui-ci a développé sa « théorie de l'agir communicationnel » pour une bonne partie à partir d'une critique de la théorie des systèmes sociaux. Le problème semble résider dans le fait que la critique habermasienne de la notion de « moyen de pilotage », qu'il emprunte à Luhmann et Parsons, conserve sa validité pour les « sphères fonctionnelles de la reproduction matérielle » puisque ces sphères peuvent seulement être « différenciées à partir de la vie réelle » [18]. Même si, pour s'exprimer comme Habermas, personne ne « parle » dans le sous-système économique des sociétés modernes – car cela demeure la prérogative de la vie réelle – la « langue spéciale de la monnaie » suffit au sous-système pour assurer sa fonction [19]. Ce qui suppose, bien entendu, que « l'économie » puisse être pensée comme un sous-système technique des sociétés modernes, purifié des connections avec la vie réelle et capable de fonctionner sans elles, de manière neutre et rationnelle du point de vue instrumental. Au sein de la sphère de compétence d'une économie ainsi conçue il n'est pas nécessaire d'agir, il suffit de « piloter ». Ainsi, l'économie peut-elle être considérée comme un mécanisme de moyens prévisible, entièrement conforme à l'esprit de la théorie économique standard – même si elle est encadrée dans un contexte plus large de communication et d'action, en principe apte à être organisée sur une base démocratique. A l'aide de la monnaie en tant que « moyen de pilotage » qui n'est pas seulement suffisant mais idéalement adapté à la tâche, ce mécanisme se limite, à un niveau de communication restreint, à coordonner les acteurs impliqués et à diriger leurs efforts vers l'allocation efficace de ressources rares [20].

Or, si la monnaie n'était rien d'autre qu'un moyen neutre de communication dans la société – une langue symbolique utile à la coordination productive des actions humaines – on devrait s'attendre à ce que, plus de 10 ans après son introduction, l'euro ait unifié ses utilisateurs autour d'une identité partagée. Tout comme le Deutsche Mark a donné naissance à un soi-disant « nationalisme Deutsche Mark » [21], l'Euro aurait dû produire un *patriotisme européen* et c'est précisément ce qu'espéraient ses créateurs. En 1999 Jean-Claude Juncker, alors Premier ministre du Luxembourg et conseiller fiscal en chef pour des multinationales, a expliqué qu'une fois que les citoyens tiendraient entre leurs mains les nouvelles billets et pièces au début de l'année 2002 « un nouveau sentiment d'appartenance commune [se créerait] : nous, les européens » [22]. La même année l'ancien chancelier allemand Helmut Kohl a affirmé que l'Euro produirait une « identité européenne » et que « il falloir falloir 5 ans au maximum pour que la Grande-Bretagne rejoigne l'union monétaire, suivie par la Suisse » [23]. A une échelle plus réduite, les publicités parues dans la presse ont présenté l'Euro avec des images de jeunes européennes et européens, se regardant au fond des yeux pour traduire l'unification des peuples tout en calculant combien d'argent ils allaient économiser pendant leurs voyages pour rendre visite les uns aux autres, grâce à l'absence de frais d'échange. Une théorie de l'identité et une théorie de l'efficacité en une seule publicité !

Au lieu de cela l'Euro a divisé l'Europe. Le bilan de l'union monétaire comme moteur d'une union des peuples d'Europe toujours plus étroite est catastrophique. La Norvège et la Suisse ne vont pas adhérer à l'UE sur le long terme, en partie à cause du fait que cela les obligerait à adhérer à l'union monétaire. Non seulement la Grande-Bretagne n'a pas adhéré à l'union monétaire, mais elle envisage même désormais la sortie de l'Union Européenne. La Suède et le Danemark, qui devaient adhérer à l'union monétaire à un moment ultérieur ne le feront certainement pas et, dernièrement, même la Pologne garde ses distances. L'union monétaire elle-même est également divisée : entre les pays excédentaires et les pays déficitaires, le Nord et le Sud, l'Allemagne et le reste. Jamais depuis la fin de la guerre les peuples de l'Europe de l'ouest ne se sont fait face de manière aussi hostile qu'aujourd'hui, et jamais le *statu quo* de l'unification européenne a été autant menacé : Plus personne n'oserait essayer de proposer la moindre intégration européenne supplémentaire lors des référendums nécessaires dans des pays comme la France, les Pays-Bas et le Danemark. En ce qui concerne plus spécifiquement l'Allemagne, l'union monétaire a brisé tout espoir allemand et non-allemand d'une Allemagne européenne – d'une solution au problème d'identité et d'hégémonie allemandes via de l'intégration européenne. A la place de cet espoir se trouve la peur d'une Europe allemande, à la fois en Europe mais aussi en Allemagne-même [24]. Par voie de conséquence, des campagnes électorales contre l'Allemagne et sa chancelière sont aujourd'hui menées et gagnées en Europe du Sud et des images de Merkel et Schäuble avec des croix gammées sont produites en série, pas seulement en Grèce et en Italie, mais même en France. Que l'Allemagne se voit aujourd'hui de plus en plus confrontée à des demandes de réparation pour la Seconde Guerre mondiale en Grèce mais aussi en Italie montre jusqu'à quel point la politique de l'après-guerre de l'auto-européisation de l'Allemagne a fondamentalement échoué avec la transition vers l'union monétaire [25].

Pour comprendre pourquoi une institution comme l'union monétaire pouvait produire un tel désastre complet, il faut un concept de monnaie dépassant la tradition économique et la sociologie théorique qui s'en inspire. Les conflits qui se sont développés au sein et autour de l'union monétaire européenne sont, à mon avis, compréhensibles uniquement à l'aide d'une théorie de l'économie politique qui envisage la monnaie non pas seulement comme système de signes symbolisant des droits et des devoirs, mais aussi au sens wébérien d'une institution contestée et contestable, avec des conséquences distributives conflictuelles.

Une solution unique ne convient pas à tout le monde

Un premier indice des raisons pour lesquelles l'union monétaire divise l'Europe se trouve dans la littérature concernant les différents types de capitalisme, à condition qu'elle soit historico-institutionnaliste et non pas efficace-théorique [26]. Les sociétés nationales rassemblées dans l'union monétaire ont réagi différemment à l'interface critique entre la vie sociale et l'économie capitaliste au cours de leur modernisation. Dans les économies politiques nationales ainsi constituées, leur régime monétaire joue un rôle central [27]. L'union monétaire peut être – peu importe les raisons – comprise comme tentative de remplacer le régime monétaire national, adapté à son environnement institutionnel et politique, par un régime monétaire supranational qui vaut indifféremment pour toutes les sociétés concernées, afin d'imposer aux économies politiques nationales une nouvelle monnaie conçue de façon néolibérale, pour créer le contexte institutionnel voulu.

Les régimes, traditions et pratiques monétaires modernes sont encastés dans un Etat-nation. C'est pour cette raison qu'ils peuvent varier entre les différents Etats. Or, dans le cas de l'union monétaire il est suffisant de distinguer des idéaux-types méditerranéens et nord-européens, en particulier l'Allemagne [28]. Le Sud européen a donné naissance à un type de capitalisme où la croissance est avant tout stimulée par la demande intérieure et, si nécessaire, soutenue par l'inflation. En revanche, cette demande est stimulée par des déficits budgétaires ou par des syndicats dont la force vient d'une sécurité de l'emploi élevée dans une situation d'un secteur public largement développé. L'inflation facilite également l'endettement puisque la dette se trouve régulièrement dévalorisée. Un système bancaire national étatique ou quasi-étatique fortement régulé soutient cela. Tous ces facteurs permettent un équilibre plus ou moins grand entre les intérêts des travailleurs et ceux des patrons qui s'expriment typiquement sur le marché intérieur et dans des petites entreprises. Le prix de cette paix sociale se traduit par la perte de compétitivité sur le plan international par rapport aux pays de monnaie forte. Or, grâce à la souveraineté monétaire, des dévalorisations périodiques de la monnaie nationale permettent de compenser cette perte, aux frais des industries exportatrices étrangères.

Les économies du Nord de l'union monétaire fonctionnent différemment. Leur croissance provient des succès des exportations ce qui les conduit à un rejet de l'inflation. Cela vaut aussi, malgré la rhétorique keynésienne occasionnelle, pour les travailleurs et leurs syndicats, et cela *a fortiori* dans le contexte actuel où la hausse des coûts de production mène plus que jamais à la délocalisation de la production industrielle dans des pays aux salaires plus bas. Ces pays n'ont pas nécessairement besoin de l'option de la dévalorisation. Pour ce qui est de l'Allemagne on constate même qu'elle s'en sort bien depuis les années 1970 grâce à l'amélioration de ses produits et à l'abandon de marchés compétitifs en prix au profit de marchés compétitifs en qualité, malgré les revalorisations de sa monnaie. A la différence des pays méditerranéens, les pays comme l'Allemagne fonctionnent avec une monnaie forte. Cela ne les rend pas seulement hostiles à l'inflation mais aussi à l'endettement, malgré leurs taux d'intérêts relativement bas. Le fait de se passer de politique monétaire expansionniste les libère par ailleurs du risque de formation de bulles sur les marchés des valeurs et profite parallèlement aux épargnants, dont les votes pèsent politiquement [29].

Il est important de souligner qu'aucun des différents façonnements de l'interface entre le capitalisme et la société n'est en soi moralement supérieur aux autres. Chaque encastrement du capitalisme dans la société et chaque tentative d'insérer sa logique dans celle d'un ordre social est inévitablement imparfaite et « malpropre », improvisée et faite de compromis et jamais totalement satisfaisante pour aucun des partis. Néanmoins, les partisans les plus résolus des modèles de capitalisme nationaux respectifs considèrent tous les autres modèles alternatifs comme inférieurs, tandis que le leur serait le seul modèle adéquat et rationnel. Cela repose sur le fait que, lors d'un conflit entre modèles, il n'est pas seulement question de subsistance matérielle mais aussi des habitudes de « l'économie morale ». Un chauvinisme culturel de ce type produit au nord le cliché du « grec paresseux » et au sud l'idée de « l'allemand carré » qui « vit pour travailler au lieu de travailler pour vivre ». Cela se combine à l'appel pressant fait au parti opposé de reconnaître ses erreurs et de s'améliorer. A partir de cette même perspective biaisée, les allemands ne se rendent qu'exceptionnellement compte que, lorsqu'ils exigent des grecs de « reformer » leur économie, leur société et tous les individus afin de mettre fin à la corruption et au gaspillage, ils exigent en fin de compte de remplacer une corruption traditionnelle et ancrée localement par une corruption (et un gaspillage) moderne et globalement encastée dans Goldman Sachs, propre au capitalisme financiarisé des pays

industriels.

Les régimes monétaires adaptés aux différents contrats sociaux peuvent plus ou moins pacifiquement coexister tant que les Etats disposent d'un minimum de souveraineté pour ajuster leurs monnaies afin de compenser les fluctuations de leurs compétitivités. Or, un régime monétaire unique pour des économies si différentes comme les économies de l'offre de l'Europe du Nord et les économies de la demande de l'Europe du Sud ne peut satisfaire d'un même choix pour toutes. Par conséquent, un tel régime transforme la différence qualitative-horizontale en une inégalité quantitative-verticale. Lorsque des économies conçues différemment du point de vue politique sont rassemblées dans une union monétaire, celles qui en font les frais se trouvent mises en demeure de « réformer » leur mode de production et le contrat social qui lui est adapté en suivant l'exemple des pays privilégiés par la monnaie. Une telle union peut fonctionner sans conflit à la condition impérative que les économies puissent et veuillent effectuer ces réformes, à la condition qu'un régime monétaire unique engendre un ordre capitaliste unique.

Le fait qu'un régime monétaire unique pour des économies différentes privilégie différemment ces dernières et puisse les mettre de manière sélective sous une pression d'adaptation, a façonné les objectifs stratégiques liés à l'union monétaire et les compromis effectués pour elle. Dès le début, la monnaie commune a été une construction contradictoire et pleine de conflits. La France et d'autres pays européens, surtout l'Italie, en avaient assez de devoir suivre la politique de taux d'intérêts de la monnaie forte de la *Bundesbank*, qui sous condition de la libre circulation des capitaux du capitalisme financiarisé était de fait devenue la banque centrale de l'Europe. Un problème similaire se posait notamment pour les français à propos de la nécessité régulière, perçue comme une humiliation nationale, de dévaluer leur monnaie par rapport à la monnaie allemande pour préserver leur compétitivité. Avec le remplacement de la *Bundesbank* par une banque centrale européenne ils espéraient pouvoir à nouveau retrouver une partie de leur souveraineté en terme de politique monétaire tout en façonnant la politique monétaire de l'Europe dans une direction moins orientée vers la stabilité et plus axée sur des objectifs politiques comme le plein emploi. En même temps, Mitterrand et son ministre des finances Jacques Delors ont également espéré pouvoir utiliser l'union monétaire – qui excluait l'option de la dévaluation et imposerait une monnaie plus forte – pour forcer le PCF et les syndicats à renoncer à leurs objectifs politiques et économiques. La *Banca d'Italia* avait des idées similaires.

Majoritairement orientés vers le monétarisme et l'ordolibéralisme, les économistes et la *Bundesbank* Allemagne ont été opposés à l'union monétaire par crainte de miner la « culture de stabilité » allemande. Le chancelier aurait également préféré que l'union monétaire soit précédée par une union politique – de préférence guidée par une politique économique allemande. Or, ses partenaires européens n'ont pas demandé l'union monétaire pour perdre encore plus de souveraineté, mais au contraire pour en regagner au moins une partie. Craignant des difficultés politiques à propos de la réunification allemande, Kohl s'est incliné devant cette demande tout en espérant que l'union monétaire conduirait plus tard à une union politique – un espoir qui à la rigueur existe encore dans la gauche allemande pro-Euro, les derniers partisans de la théorie d'intégration néo-fonctionnaliste. Lorsque des forces importantes du camp politique de Kohl ont menacé de l'abandonner, il a surmonté leur résistance en imposant que le régime monétaire commun européen suive le modèle allemand, avec la Banque Centrale Européenne comme copie agrandie de la *Deutsche Bundesbank*.

Ainsi, les conflits des années à venir ont été tout tracés. Le slogan avec lequel le

gouvernement allemand a vendu l'Euro à son électorat sceptique était « l'Euro – stable comme le Mark ». Les Etats partenaires de l'Allemagne ont néanmoins signé le contrat, probablement en pariant qu'ils réussiraient plus tard à le réécrire et sous la pression des « réalités » économiques, au moins en pratique. Le contexte des années 1990 a aidé : à partir des Etats-Unis tous les pays occidentaux de l'OCDE ont mené une politique de la consolidation fiscale en lien avec la « financiarisation » du capitalisme et la transition à la politique économique néolibérale, non-keynésienne [30]. Se lier les mains concernant la limite de l'endettement à 60 % du revenu national brut et du déficit à 3 % correspondait à l'esprit de l'époque, et les « marchés » auraient trouvé des moyens pour mettre la pression sur des pays récalcitrants.

Les effets de distribution et de privilèges inégaux inscrits dans l'union monétaire se sont faits sentir assez tôt : la libre circulation des marchandises favorise avant tout les exportateurs les plus forts, la libre circulation des capitaux profite aux plus grandes banques. Actuellement, et depuis 2008, c'est l'Allemagne, avec avant tout les Pays-Bas, l'Autriche et la Finlande, qui profitent de la monnaie commune. Toutefois, lors des débuts de l'union monétaire, la politique monétaire unique avait transformé l'Allemagne en « homme malade de l'Europe ». A l'époque le taux d'intérêt de l'Euro était au-dessus de l'inflation allemande et, l'économie allemande étant institutionnellement et économiquement incapable de créer de l'inflation, elle a souffert d'un taux d'intérêt réel élevé. En même temps, le taux d'inflation de l'espace méditerranéen était au-dessus du taux d'intérêt commun et pouvait ainsi profiter d'un taux d'intérêt réel négatif [31]. En plus, les coûts des emprunts publics étaient fortement en baisse en Europe du sud, notamment à cause du présumé des investisseurs financiers – présumé également mis en avant par la Commission européenne – que la monnaie commune, indépendamment des traités, implique une responsabilité commune – voire allemande – pour la solvabilité des Etats-membres. Il en résulta un boom au sud et une stagnation, avec un chômage élevé et une dette publique croissante, en Allemagne.

Cela a changé avec la fin des emprunts faciles en 2008, autrement dit avec la fin des illusions des marchés financiers concernant la propension allemande ou européenne à assumer en tant que prêteur en dernier ressort les dettes du Sud, et la baisse simultanée du taux d'intérêt à quasiment zéro pour cent. Toutefois, le fait que la monnaie commune profite désormais aux Allemands est avant tout lié à la « sur-industrialisation » de son économie, qu'on déplorait encore dans les années 1990. C'est elle qui a rendu l'Allemagne moins sensible à la crise fiscale et à l'effondrement des crédits que les pays plus dépendants de la demande intérieure de l'union monétaire. Cela a également permis à l'Allemagne de se concentrer encore plus sur les marchés globaux des biens industriels compétitifs en qualité. De plus, il faut prendre en compte la sous-évaluation de l'Euro pour l'économie allemande par rapport à l'espace économique européen [32]. Ainsi l'Allemagne est-elle devenue, de manière contestée et non-planifiée, la puissance hégémonique de l'Europe jusqu'à nouvel ordre. En parallèle, une lutte a commencé entre le Nord et le Sud concernant les différences de compatibilité des économies des Etats-membres avec le régime monétaire unique. Les enjeux tournent fondamentalement autour de trois thèmes : l'interprétation et peut-être la modification du cadre contractuel du régime monétaire ; le devoir des Etats-membres de mener des « réformes » visant l'adaptation du Sud au Nord, ou l'inverse ; et en cas de disparités persistantes des conditions de revenu et de vie la manière et l'ampleur de paiements de compensation du Nord au Sud.

La lutte des deux lignes

Avant d'aborder ces trois problèmes, il faut souligner que, même si les opérations de sauvetage actuellement menées réussissent, aucun ne sera réglé. Ces problèmes sont en réalité des manifestations différentes d'un clivage profond de l'union monétaire comme système politique. Ce clivage ne peut pas être résolu grâce à des « sauvetages » financiers, au contraire, c'est ainsi qu'il prend toute son ampleur. En ce qui concerne le premier niveau – la lutte pour l'interprétation pratique du traité de Maastricht – les tentatives sud-européennes soutenues par la Banque Centrale Européenne (BCE) d'assouplir l'Euro afin de retrouver l'inflation, le financement des Etats par la dette et la dévalorisation des monnaies s'attirent les foudres des pays du Nord, qui ne veulent pas devenir des prêteurs de remplacement à travers des décisions majoritaires et qui doivent garantir les emprunts, sans lesquels les économies de leurs partenaires du Sud dans leur état actuel ne peuvent pas fonctionner. Dans ce sens, la politique intérieure de l'union monétaire européenne est déjà aujourd'hui façonnée par des alliances d'Etats-membres, qui essaient de diriger le régime monétaire commun dans des directions opposées, vers le Sud ou vers le Nord. Sur le long terme, chacun des deux blocs ne peut s'accommoder avec l'autre qu'à la condition de conquérir le pouvoir d'interpréter le régime monétaire. Par contre, personne ne veut s'en sortir sans l'autre : tandis que les européens du Nord valorisent des taux de change fixes pour leurs industries d'exportation, les européens du Sud veulent des taux d'intérêt plus bas et sont prêts pour cela à accepter un plafonnement des dettes et des limites de déficits contractuellement contraignants dans l'espoir qu'en cas d'urgence il sera plus facile de mettre la pression politico-diplomatique sur des pays-partenaires que sur les marchés financiers.

Dans la lutte autour de la « bonne » interprétation de l'union monétaire le gouvernement allemand actuel et ses alliés nord-européens dominant encore et domineront tant que le sud dépendra des milliards de leurs plans de sauvetage. Si la situation restait inchangée, les pays du Sud n'auraient en fin de compte pas d'autre choix que d'adapter leurs institutions politiques et économiques à l'interprétation autoritaire et néolibérale du régime monétaire promu par le Nord [33]- avec une issue incertaine et, même si tout se passe bien, il faudrait compter sur une période de transition longue, pleine de troubles politiques et d'incertitudes économiques. Par exemple les Etats-membres devraient accepter un régime du marché du travail nord-européen « flexible », tandis qu'en cas de victoire inverse de la lutte constitutionnelle européenne, les allemands devraient abandonner ce que les autres pays considèrent comme un comportement d'épargnant destructif et une politique d'exportations égoïste.

Ainsi, la « lutte de marché » passerait au niveau inférieur en ce qui concerne les « réformes » demandées aux Etats-membres. Le Nord peut non seulement se baser sur sa supériorité économique, mais aussi sur le contenu des traités et les conditions de réforme et de consolidation de la BCE. Le Sud pourrait mettre en avant sa majorité dans les conseils de l'union monétaire et de la BCE ainsi qu'éventuellement le besoin d'harmonie européenne éprouvé par la classe politique allemande. Dans tous les cas, les deux blocs devront s'attendre à une résistance massive et démocratiquement légitime aux réformes qui touchent le cœur des arrangements politico-économiques nationaux. Il pourrait en résulter l'existence parallèle d'institutions incompatibles, dans le cadre fondamental du régime monétaire commun. Tout comme les pays du Sud veulent défendre leur code du travail et l'emploi sécurisé dans le secteur public, les travailleurs de l'économie d'exportation des pays du Nord ne peuvent pas renoncer à leurs « alliances entrepreneuriales » ou accepter des baisses de salaires, qui mettraient en danger la

compétitivité des leurs emplois [34]. Le Sud ne pourrait pas augmenter sa productivité de façon à promouvoir la convergence et le Nord ne pourrait pas augmenter ses coûts de façon à promouvoir la convergence [35]. La lutte entre ces deux lignes continuerait alors qu'augmenteraient les parts de marchés et les excédents d'exportation au Nord, et persisteraient que la pression à la déflation et à la rationalisation au Sud.

Par conséquent, nous arrivons au 3^e niveau de conflit, qui consisterait dans un état de friction permanente au sujet de la constitution financière de la zone Euro. La lutte pourrait être analogue aux disputes sans fin en Allemagne concernant les arrangements financiers entre le gouvernement central et les *Länder*, sauf que dans l'Union monétaire européenne il s'agirait d'un conflit entre Etats souverains, sans le cadre supérieur d'une constitution démocratique. Ce conflit ne se déroulerait pas à l'intérieur d'une seule économie plus ou moins unifiée, mais plutôt entre des variations nationales du capitalisme différemment constituées et à travers des relations internationales passionnelles et instables. Les sommes en jeu seraient considérables et arriveraient régulièrement à échéance, même si les « réformes structurelles » exigées du Sud étaient réellement mises en œuvre et même si les pays concernés étaient capables d'une reprise économique après une déflation de 20-30 %. L'idée qu'après tout cela et sans aides, ils seraient capables d'avoir une croissance plus rapide que les pays du Nord peut seulement provenir de l'imagination des économistes [36].

Il n'y a pas de certitude quant au montant des paiements d'aide et de transfert que le Nord devrait effectuer. Par contre, on sait qu'ils seraient largement insuffisants pour aplanir la pente Nord-Sud [37]. Si on compte qu'il ne s'agit pas seulement de la Grèce mais aussi du Portugal et de l'Espagne et potentiellement de tout l'espace méditerranéen, alors les paiements à réaliser par « l'union des transferts » seraient au moins aussi élevés que les sommes annuelles que l'Allemagne verse au nouveaux *Länder* depuis son union monétaire avec la RDA (1990), ou celles que l'Italie donne plus ou moins régulièrement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale au *Mezzogiorno* : environ 4 % du revenu national. Dans les deux cas le résultat a été modeste : les écarts de revenus entre les régions riches et pauvres ne se sont pas fermés mais agrandis [38]. Concernant l'UE son budget devrait augmenter d'au moins 300 %, de 1 à 4% du revenu national de tous les Etats-membres. Un pays qui voudrait augmenter sa contribution à l'UE de 3 % de son revenu national – voire plus si certains pays ne veulent ou peuvent pas participer – devrait, si ses dépenses publiques représentent 40 % du PIB, verser 7,5 % de ses dépenses publiques à Bruxelles. En Allemagne, où le budget fédéral représente environ la moitié des dépenses publiques, l'augmentation devrait d'être d'environ 15 %, dans un contexte de croissance économique faible et de consolidation fiscale.

Ainsi, les lignes de conflit principales de toute politique intérieure future de l'union monétaire ont été dessinées. Au-delà des paiements de « sauvetage » exceptionnels et justifiés par des raisons humanitaires les transferts à l'intérieur de l'union monétaire seront politiquement possibles seulement si et dans la mesure où ils dépasseront de façon catastrophique l'ampleur des fonds régionaux et sociaux de l'UE, qui existent depuis longtemps, et se présentent comme une « aide à l'auto-aide ». Une répartition continue comme compensation solidaire pour une compétitivité plus basse dans le cadre d'une monnaie commune ne serait ni réalisable au Nord dans des sociétés de performance toujours plus dures, ni compatible sur le long terme avec l'amour-propre national des pays destinataires du Sud. Concernant les subventions censées se rendre elles-mêmes superflues – comme les politiques régionales au niveau national ou l'aide au développement international – l'inquiétude pressante des payeurs concernant le terme des

paiements est aussi inévitable que leur inquiétude concernant leur utilisation non pas seulement à des fins d'investissement mais aussi de consommation. Pour empêcher que des transferts légitimés comme aide d'urgence limitée dans le temps ne se transforment de fait en assistance de long terme, les créanciers les autoriseront uniquement en échange de conditions et droits de contrôle. Dans le contexte des relations entre nations qui se définissent comme Etats souverains, cela provoquera des tensions, qui se manifesteront entre autres à travers les accusations d'ingérence impérialiste et anti-démocratique dans les affaires intérieures. Alors que les pays destinataires se plaindront de versements trop bas et de pertes de souveraineté trop importantes, les gouvernements et les sociétés civiles des pays créanciers souligneront que les paiements de soutien demandés sont surévalués et les possibilités d'ingérence insuffisantes. Ainsi, la politique intérieure future de l'union monétaire pivotera autour de l'axe argent contre contrôle, ce qui ouvre des possibilités multiples pour des mobilisations nationalo-démagogiques des deux côtés.

Un nouveau régime monétaire

Depuis longtemps on n'entend plus d'arguments- politiques ou économiques - positifs pour le maintien de l'union monétaire. La seule raison que mettent en avant les défenseurs du *statu quo* est ce que Polanyi aurait sans doute appelé une « expérience inconsidérée » [39], à savoir que les conséquences de la fin de l'union monétaire ne seraient pas imprévisibles mais dans tous les cas pires que la poursuite de la crise permanente institutionnalisée. On peut y croire, ou pas. Ce qui importe plus est la peur de la classe politique européenne face à la facture que les électeurs pourraient leur présenter après coup pour la frivolité avec laquelle ils ont mis en danger la prospérité et la cohabitation pacifique d'un continent entier.

A vrai dire, on peut s'attendre à ce que les coûts potentiels d'une restructuration ou d'une déconstruction de l'union monétaire ne suffisent bientôt plus comme argument pour sa poursuite. L'espoir au Nord de s'en tirer avec un paiement de sauvetage unique, voire avec une déflation unique visant des réformes structurelles au Sud disparaîtra autant que l'espoir au Sud d'un soutien de long terme pour des structures sociales inadaptées à un régime de monnaie forte. En même temps, la sortie de secours d'une démocratie immédiate au niveau européen, dont on ne connaît pas les contours, s'avérera comme une illusion [40]. Que les démocraties européennes tombent entre les mains de partis agressifs et nationalistes semble plus probable qu'une fuite en avant démocratique commune. Les seuls partisans restants d'une intégration au moyen d'une union monétaire - mis à part les élites politiques qui craignent pour leurs postes - sont les classes moyennes du Sud et les industries d'exportation du Nord. Les premières espèrent arriver au paradis de la consommation social-démocrate grâce à une économie de marché capitaliste européenne qui est en train de s'évaporer. Les deuxièmes voudraient garder à la fois les pays du Sud avec leur consommation financée par le crédit et leurs avantages compétitifs par rapport au reste du monde grâce à la sous-évaluation de la monnaie unique européenne. Or, si la convergence n'est définitivement pas à l'horizon et si les besoins de répartition continue deviennent visibles dans leur intégralité cela ne suffira plus, même pas pour l'Allemagne.

Ce qui compte aujourd'hui ce serait d'en finir avec la sacralisation du régime monétaire de l'union monétaire et de sa visée « typiquement allemande » d'espoirs de salut post-national, et de discuter l'Union monétaire pour ce qu'elle est, sans les scénarios d'horreur habituels [41] : une construction répondant à des nécessités économiques, qui perd son droit

d'existence dès lors qu'elle ne remplit pas sa fonction. Dans la dernière partie d'un livre rédigé en été 2012 [42], l'auteur de ces lignes avait proposé une restructuration et refondation hésitante de l'union monétaire en référence au modèle initial de Bretton Woods développé par Keynes : avec l'Euro comme point d'ancrage des différentes monnaies nationales ou multinationales et avec des mesures contractuelles concernant la péréquation des inégalités économiques, y compris la possibilité de fixer des nouveaux taux de change. Ainsi, l'étalon-or régnant de fait dans l'union monétaire, qui vide la substance des démocraties nationales sans promouvoir la démocratie supranationale, serait dépassé [43]. A cause de la malheureuse incompétence technique de l'auteur cette proposition n'a pas été approfondie. En même temps, à ce stade il était déjà clair que les élites gouvernant l'Europe seraient de toute façon restées attachées à leur projet d'intégration qui divise l'Europe. Et c'est ce qui s'est effectivement passé. Or, dans le débat public et même académique on trouve aujourd'hui de façon étonnante beaucoup de voix en faveur d'un régime monétaire plus flexible, qui pourrait permettre à une politique démocratique de corriger les déséquilibres de manière moins destructive que la dévaluation interne perpétuelle. Les propositions exprimées vont d'un retour aux monnaies nationales sous le régime du serpent monétaire, en passant par l'introduction temporaire ou permanente de monnaies parallèles avec des contrôles des flux des capitaux et un système monétaire double d'après le modèle initial de Keynes pour Bretton Woods [44].

Pour affirmer qu'une réflexion sur une restructuration et refondation de l'union monétaire compatible avec les besoins sociaux, l'intégration européenne et la démocratie est urgente, nous n'avons pas besoin d'une quelconque « nostalgie du *Deutsche Mark* ». Le débat peut tout simplement résulter de la recherche urgente d'un meilleur régime monétaire que celui actuellement en vigueur à l'échelle globale – un régime monétaire, qui depuis la destruction définitive du régime de Bretton Woods au début des années 1970, est devenu de plus en plus dysfonctionnel, jusqu'à ce qu'il mène à peu de chose près l'économie mondiale vers l'effondrement en 2008. L'échec de l'Euro n'est bien sûr qu'un développement parmi d'autres qui permet de voir que l'idée de l'après-guerre paisible, selon laquelle nous savons ce qu'est la monnaie et comment il faut le gouverner, est une illusion liée à l'époque. Les débats à propos d'un régime monétaire et financier global, qui serait assez flexible pour correspondre aux conditions et besoins de développement de toutes les sociétés participant à l'économie mondiale, sans courses à la dévaluation ni de production compétitive de monnaies et de dettes entraînant des rivalités géostratégiques, sont plus qu'urgents. Ils pourraient se baser sur les réflexions étonnamment riches de l'entre-deux-guerres concernant les régimes monétaires nationaux et supranationaux alternatifs. Cela permettrait au moins d'apprendre que la monnaie est une institution historiquement développée et en évolution continue appelant à un encadrement, qui ne doit et peut pas seulement être évalué du point de vue de l'efficacité mais aussi par rapport à ses fonctions politiques. Le futur de l'union monétaire européenne pourrait ainsi devenir un sous-thème d'un débat mondial sur un régime monétaire et un régime de crédit pour le capitalisme – et peut-être même pour le post-capitalisme – du XXI^e siècle [45].

Ou pas. Car plus que jamais un malentendu grotesque persiste entre les problèmes de reproduction accentués du capitalisme contemporain et la capacité d'action collective disponible pour les résoudre. Cela ne concerne pas seulement la réparation du régime monétaire mais aussi la régulation de l'exploitation de la force de travail et de la nature [46]. Pour l'Europe cela signifie que, pendant les prochaines deux ou trois décennies, les États et leurs gouvernements qui nous ont accordé l'Euro ne vont pas sérieusement essayer – voire être incapables – de maîtriser la situation et de nous protéger de l'Euro. Les apprentis-sorciers aux gouvernements ne pourront plus se débarrasser du balai avec lequel

ils voulaient nettoyer l'Europe de ses tendances sociales et anticapitalistes pré-modernes – au nom de la transformation néolibérale de son capitalisme. Ainsi, la machine à diviser politiquement qu'est l'Euro continuera en toute liberté à s'agripper au continent. Le scénario le plus probable pour l'Europe du futur plus ou moins proche c'est une augmentation des disparités économiques et des hostilités politiques et culturelles croissantes entre les peuples européens. Cela s'accompagnera, d'une part, de tentatives technocratiques pour miner la démocratie et, d'autre part, de l'émergence de nouveaux partis de masse nationalistes, qui profiteront de l'occasion pour se présenter comme les représentants authentiques d'un nombre croissant des soi-disant perdants de la modernisation, abandonnés par une gauche favorable aux marchés et à la mondialisation. Ce monde, dans lequel des répétitions de la crise financière de 2008 menacent en permanence, deviendra particulièrement désagréable pour les allemands, qui au nom de l'Euro devront se passer de cette « Europe », dont ils espéraient autrefois qu'elle serait un habitacle au milieu de voisins bien intentionnés, garantissant la sécurité.

Wolfgang Streeck est directeur émérite de l'Institut Max-Planck pour l'étude des sociétés à Cologne. Ce texte est paru dans la revue allemande *Leviathan*, ainsi qu'en version anglaise et espagnole dans la *New Left Review*.

Traduit de l'allemand par Benjamin Birnbaum pour [le numéro 31 de Contretemps](#).

Notes

[1] Weber, Max, *Economie et société*, Paris : Plon, 1971, p. 123.

[2] *Ibid*, p. 256.

[3] Knapp, Georg, Friedrich, *Théorie étatique de la monnaie*, 1905.

[4] Weber, p. 167.

[5] Pour les réflexions suivantes je m'inspire du livre *The Nature of Money* de Geoffrey Inghams, 2004.

[6] Smith, Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776.

[7] *Marchandise-Argent-Marchandise*

[8] Ce fut en effet l'accord sur la répartition des compétences de Talcott Parsons et du département d'économie à l'Université de Harvard.

[9] Ingham, Geoffrey, *The nature of monnaie*, Cambridge : Polity Press, 2004.

[10] Keynes John Maynard, *Monetary Reform*, New York : Harcourt, Brace and Company, 1924 ; et *A treatise on money*, New York : Harcourt, Brace and Company, 1930.

[11] Fisher, Irving, *100 % Money*, New York : Adelphi Company, 1936..

- [12] Talcott, Smelser, Neil J., *Economy and society: a study in the integration of economic and social theory*, London : Routledge, 1984.
- [13] Ibid, p. 71.
- [14] Ibid, p. 140 f.
- [15] Ibid, p. 106.
- [16] Carruthers Bruce, Babb, Sarah, The color of money and the nature of value: greenbacks and gold in Postbellum America, *American Journal of Sociology*, 101, 6, pp. 1556-1591, 1996.
- [17] Ibid.
- [18] Habermas, Jürgen, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris : Fayard, 1987.
- [19] Ibid.
- [20] Dodd, Nigel, *The sociology of money: economics, reason and contemporary society*, New York : Continuum, 1994. 1994.
- [21] Habermas dans *Die Zeit*, 30/03/1990.
- [22] <http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-15317086.html>
- [23] Hank, Rainer, *Europa der Heuchler* dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15/03/2015.
- [24] Schieder, Siegfried, Zwischen Führungsanspruch und Wirklichkeit. Deutschlands Rolle in der Eurozone, *Leviathan*, 42, 3, pp. 363-397, 2014.
- [25] Cela se traduit aussi à travers des tragédies personnelles. C'est justement Schäuble, qui fut pendant des décennies le champion allemand du « noyau dur de l'Europe », ou alors de « l'Europe à deux vitesses » avec l'Allemagne et la France comme centre unifié et inséparable, qui à la mi-avril 2015 a été accusé par le parti au gouvernement en France d'une « francophobie [...] insupportable inacceptable et contre-productive ». Cela fait suite aux propos de Schäuble à Washington où il a expliqué que « la France serait contente que quelqu'un force le Parlement, mais c'est difficile, c'est la démocratie ». Des propos qui, sous les conditions institutionnelles de l'union monétaire, telle qu'elle est construite, font partie et doivent faire partie du bon sens capitaliste de n'importe quel ministre des finances allemand, quel que soit son parti. Ensuite on a appris que le premier secrétaire du Parti socialiste élaborait un appel pour le prochain congrès du parti concernant la confrontation avec la droite européenne et notamment avec le CDU/CSU. Le Parti de gauche exigeait que Schäuble s'excuse auprès du « peuple français ». Ses propos montreraient la « nouvelle arrogance allemande », la volonté de l'Allemagne de dominer l'Europe...
- [26] Pour cette distinction, voir Streeck, *E pluribus unum? Varieties and commonalities of capitalism*, 2011.
- [27] Comme l'a souligné Scharpf récemment en critiquant la théorie de l'intégration de Habermas : les garanties libérales de liberté et d'égalité ne sont pas les seuls acquis nationaux arrachés par la lutte, mais aussi les institutions de l'économie politique. Ainsi, elles ne peuvent pas si facilement être unifiées à l'échelle supranationale ou abolies au

profit d'une solution supranationale unique. Toute personne, ayant suivi pendant des décennies les conflits infructueux entre les syndicats européens concernant la bonne forme de codécision dans les entreprises, le sait. Voir Scharpf, *Das Dilemma der supranationalen Demokratie in Europa*, 2015 et Habermas, *Warum der Ausbau der Europäischen Union zu einer supranationalen Demokratie nötig und wie er möglich ist*, 2014.

[28] Voir entre autres Klaus Armingeon and Lucio Baccaro, Political Economy of the Sovereign Debt Crisis: The Limits of Internal Devaluation, *Industrial Law Journal*, vol. 41, 3, 2012; Lucio Baccaro and Chiara Benassi, Softening Industrial Relations Institutions, Hardening Growth Model: The Transformation of the German Political Economy, *Stato e mercato*102, 2014; Charles Blankart, Oil and Vinegar: A Positive Fiscal Theory of the Euro Crisis, *Kyklos*, vol. 66, 3, 2013; Peter Hall, The Economics and Politics of the Euro Crisis, *German Politics*, vol. 21, 4, 2012; Bob Hancke, *Unions, Central Banks, and emu: Labour Market Institutions and Monetary Integration in Europe*, Oxford 2013; Martin Höpner et Mark Lutter, One Currency and Many Modes of Wage Formation: Why the Eurozone is too Heterogeneous for the Euro, mpifg Discussion Paper 14/14, Cologne 2014; Alison Johnston and Aidan Regan, European Integration and the Incompatibility of Different Varieties of Capitalism: Problems with Institutional Divergence in a Monetary Union, mpifg Discussion Paper 14/15, Cologne 2014; Torben Iversen and David Soskice, A structural-institutional explanation of the Eurozone crisis, présentation à la LSE, 03/06/2013.

[29] Mertens Daniel, *Privatverschuldung in Deutschland: Institutionalistische und vergleichende Perspektive auf die Finanzialisierung privater Haushalte*, Thèse, 2014.

[30] Streeck, The rise of the European consolidation state, dans *The reconfiguration of the state in Europe*, Oxford : Oxford University Press, 2015..

[31] Scharpf, *Political legitimacy in a non-optimal currency area*, MPIfG Discussion Paper, 13/15, Cologne : Institut Max Planck, 2013.

[32] D'après Morgan Stanley, en 2013 au taux de échange de 1,36 dollars US l'Euro était sous-évalué de 13% pour l'Allemagne et sur-évalué de 12 % pour l'Italie et de 24 % pour la Grèce.

[33] Dans ce sens, l'assouplissement quantitatif de la BCE ne serait pas un changement de régime vers le sud, mais seulement une assurance temporaire pour des gouvernements qui promettent des « réformes » en échange.

[34] Rehder Britta, *Betrieblich Bündnisse für Arbeit in Deutschland*, MPIfG, 48, Cologne : Institut Max Planck, 2003.

[35] Reconnaisant ce fait la gauche allemande (Lafontaine, Flassbeck) a récemment abandonné sa demande de long terme qui, à travers une politique salariale agressive des syndicats allemands, consiste à détruire les avantages compétitifs de l'Allemagne au sein de l'union monétaire afin de favoriser une adaptation aux économies du sud, pour faire advenir la convergence économique indispensable à une monnaie unique. La nouvelle revendication de dissoudre l'union monétaire dans sa forme actuelle en est la conséquence logique (Flassbeck, Heiner, Lapavitsas Costas, *Nur Deutschland kann den Euro retten*, Francfort sur le Main : Westend, 2015).

[36] Des attentes similaires se trouvent aussi à gauche chez ceux qui promeuvent le sauvetage, et qui croient qu'après un seul et unique assainissement coûteux des pays

endettés une sorte de processus de rattrapage arriverait, et qui produirait une cohésion européenne sans transferts. Voir entre autres Piketty, *Le Capital au XXIe siècle*, Paris : Seuil, 2013, sur les avantages cumulatifs de la richesse dans les marchés libres.

[37] Streeck, Wolfgang, Elsässer, Lea, *Monetary disunion: the domestic politics of Euroland*, MPIfG, 14/17, Cologne : Institut Max Planck, 2014.

[38] *Ibid*, p. 19.

[39] Polanyi, Karl, *La Grande Transformation*, Paris : Gallimard, 1983.

[40] Streeck, Is capitalism compatible with democracy?, *Zeitschrift für vergleichende Politikwissenschaft*, 07/02/2015.

[41] Le slogan suivant particulièrement démagogique de Merkel qu'on entend aussi dans la gauche en est un très bon exemple: « Si l'Euro échoue, l'Europe échoue ». Comme si on pouvait identifier l'héritage culturel de l'Europe à une erreur de fabrication politique.

[42] Streeck, *Du temps acheté*, Paris : Gallimard, 2014.

[43] On retrouverait à peu près l'état de début 1999 à fin 2001, lorsque l'Euro et les monnaies nationales co-existaient, mais avec des parités fixes, inchangeables. La différence serait que les parités seraient désormais modifiables et cela non pas à travers le marché des devises ou l'action gouvernementales unilatérale mais grâce à un processus déterminé dans un contrat.

[44] Voir notamment Flassbeck, Heiner, Lapavitsas, Costas, *Against the Troika: Crisis and Austerity in the Eurozone*, London : Verso 2015, (avec une préface d'Oskar Lafontaine), les contributions de l'économiste américain Allan Meltzer et celles de l'économiste néerlandais André van Dam („The Matheo Solution“) ou encore celle de Wolfgang Münchau dans le *Financial Times* du 16 mars 2015.

[45] Il faudrait notamment aborder le remplacement du dollar comme monnaie de réserve, les droits des Etats et des organisations internationales à limiter la libre circulation des capitaux, à réguler les méfaits de la finance de l'ombre, à recourir à la création monétaire et aux crédits globaux ainsi qu'à fixer les taux de change.

[46] Streeck, How will capitalism end?, *New Left Review*, 87, May/June 2014, pp. 35-64.

Photo: Louisa Gouliamaki/AFP, manifestation, en mars 2017, devant l'hôtel Hilton à Athènes, contre le FMI, la Commission européenne et la Banque centrale européenne.